

L'ONU réclame le doublement du budget de planning familial « moderne »

Author : Jeanne Smits

Categories : [Divers Jeanne smits](#)

Date : 3 avril 2010

C'est un rapport [publié](#) par le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), mais coécrit et cofinancé par le Guttmacher Institute, « bras armé » de la recherche de la Fédération internationale du Planning familial qui l'affirme : toutes les nations du monde devraient doubler la part de leur budget consacrée au planning familial, et aussi à l'avortement, dans les pays pauvres. Pour un total de 24 milliards de dollars par an...

L'organisme de veille catholique sur les initiatives de l'ONU, [C-Fam](#), résume ainsi le bénéfice net escompté par le rapport : économies de dépenses pour la santé, l'eau, l'assainissement, les services sociaux, le tout résultant de 66 % de réduction du nombre des grossesses non désirées, 70 % de réduction des morts maternelles, 44 % de réduction des morts périnatales, 73 % de réduction des avortements « peu sûrs », 60 % de réduction des handicaps.

Ainsi les dépenses de limitations des naissances sont-elles d'abord traduites en frais évités : pour toutes les grossesses non désirées qui ne commenceraient pas ou n'iraient pas à leur terme, on économiserait les dépenses liées à la fourniture de soins maternels et infantiles aux normes recommandées par l'ONU (mais dont beaucoup de femmes dans les pays pauvres sont aujourd'hui de toute façon privées !) de 5,1 milliard de dollars par an : l'addition se monterait à 1,8 milliard au lieu de 6,9 milliards de dollars.

Plusieurs organisations internationales ont contribué à cette étude (Population Council, Population Action International et l'organisme américain d'aide aux pays en voie de développement, USAID).

Ouvertement, signale C-Fam, le rapport recommande l'avortement « sûr », c'est-à-dire légalisé par tout, se fondant sur un autre rapport du Guttmacher Institute qui avançait en 2009 le chiffre controversé de 20 millions d'avortement « peu sûrs » par an dans le monde, soit 47 % du total.

Le rapport entend ainsi se montrer préoccupé par le nombreuses morts maternelles et infantiles pour pousser les pays riches à donner davantage pour la « cause » de la contraception et de l'avortement légalisé. C-Fam note que le rapport n'explique pas clairement quelle serait la proportion de vies sauvées grâce à un meilleur accompagnement des grossesses et des accouchements, et celle résultant de l'évitement pur et simple des naissances. Selon les auteurs du rapport, il est de toute façon impossible de faire la part des choses, même si cela ne les empêche pas des invoquer : « En comparaison avec les services contraceptifs, les soins maternels et infantiles sont plus complexes et plus difficiles à mesurer », d'autant que « l'estimation des bénéfices des soins maternels et infantiles est difficile car peu d'études ont

examiné cette question ».

Qui n'intéresse personne, au FNUAP ?

© [leblogdejeannesmits](#).